

engagement contre les structures économiques et politiques qui reproduisent les inégalités de classes et ethniques. Le long épilogue d'une cinquantaine de pages qui conclut l'ouvrage, consacré aux mobilisations des ouvrier-es agricoles triqui-es et aux combats conduisant à augmenter leur visibilité dans l'espace public, apporte des illustrations pertinentes de l'agentivité politiques des Triqui-es et plus généralement de la manière dont les mobilisations et actions collectives et communautaires contribuent au changement social.

Jérémy Geeraert

Sociologue, chercheur invité, Université Humboldt, Institut d'ethnologie européenne, Berlin, Allemagne ; <https://orcid.org/0000-0002-6092-4809> ; geeraert.j@gmail.com

Dos Santos, Irène (Dir.)

Ferreira, Sónia (Dir.)

Les Portugais en France : une immigration invisible ? XXe-XXIe siècles. – Paris, Le Cavalier Bleu Éditions, 2024. – 342 p.
ISBN : 979-1-031-80710-2

Comme le soulignent Irène Dos Santos et Sónia Ferreira dans l'introduction, malgré l'importance numérique des Portugais en France, aucun ouvrage de synthèse n'a jusqu'ici été produit sur leur histoire. Ce livre a le mérite de réunir les chercheurs les plus reconnus et de combler cette lacune à travers une perspective novatrice. En réinterrogeant l'« invisibilité » et les stéréotypes attribués aux Portugais, les contributions montrent que cette histoire particulière est porteuse de questions globales : c'est « par comparaison » et « en opposition » aux autres groupes d'immigrés que cette « minorité modèle » a été représentée d'une manière positive. De ce fait, étudier la place des Portugais incite à comprendre l'élaboration des sédimentations hiérarchiques des flux migratoires en France.

L'ouvrage est organisé autour de quatre parties : L'invisibilité en question : stéréotypes du « bon immigré », assignations

identitaires et représentations ; Figures de la migration : de l'entre-deux-guerres à la construction de l'Union européenne ; Femmes : du monde du travail aux rapports d'ethnicité ; Ancrage territorial, trajectoires sociales et appartenance. Les contributions, en dévoilant la multiplicité des diverses figures migrantes (exilés, élites, migrants économiques, femmes), désessentialisent les frontières ethnoraciales du groupe portugais en France. Par ailleurs, elles retracent les politiques, les catégorisations, les classements, les identifications et les différenciations qui ont façonné leur construction.

Victor Pereira rappelle que l'élaboration du préjugé du « bon immigré » portugais a une longue histoire qui commence dès 1916 et s'affirme suite à la Seconde Guerre mondiale, notamment après 1974. L'exkursus historique met en évidence que la « désidérabilité » construite à l'égard des Portugais par les politiques migratoires a été réversible. Le préjugé positif qui leur a été attribué n'est qu'un « discours idéologique qui ne repose pas sur une observation des processus sociaux » (p. 51) et qui s'est prolongé jusqu'au à leur « blanchiment ». Comme le démontre Margot Delon, les Portugais en France et leurs descendants ont été pris dans un dynamique de racialisation : ayant progressivement assumé le rôle de « blancs honoraires », ils ont été considérés comme étant intégrés au groupe majoritaire sans jamais perdre vraiment leur statut d'immigré. Le caractère ambivalent des privilèges dont bénéficient les Portugais est à double tranchant : associés aux « blancs », leur l'ascension sociale demeure limitée, comme le confirme la forte ségrégation sectorielle des hommes dans le bâtiment. Ce processus en France a son pendant avec le pays d'origine. Longtemps perçu comme un pays d'émigration — et, à ce titre, associé à une image de retard économique, culturel et social —, le Portugal fait aujourd'hui l'objet d'une politique de valorisation identitaire, portée

notamment par les actions du gouvernement à l'égard de sa diaspora.

Les recherches présentées dans cet ouvrage dégagent les procédés qui ont porté à une simplification de la représentation des Portugais. L'appartenance aux classes sociales, de genre et d'âge ; les engagements politiques et les colonialismes ; les rapports intergénérationnels et la construction d'ancrages spatiaux localisés — tant au Portugal qu'en France — structurent une configuration migratoire diversifiée. Dans le passé, comme le souligne Cristina Clímaco, les exilés républicains et les immigrés économiques ont suivi, sauf à de rares moments de convergence, des trajectoires parallèles. L'immigration économique n'attirait pas l'attention des républicains portugais et leurs pratiques politiques n'étaient pas adaptées au monde rural dont étaient issus la plupart des Portugais résidant en France. Ces dynamiques de classe traversent l'histoire des migrations portugaises actuelles. Depuis l'intégration du Portugal à l'Union européenne, s'opère un passage de la figure de l'immigré-étranger à celle d'immigré-citoyen européen. Ce changement ne relève pas d'un continuum reliant vieilles et nouvelles migrations : il produit une sorte de césure entre les Portugais qui arrivent en France dans le cadre des mobilités intra-européennes actuelles et ceux qui sont devenus citoyens européens *de jure*. Ces derniers ont acquis ce statut tout en vivant en France où, comme le montre l'analyse des Portugais de Champigny-sur-Marne, ils restent assignés à une population non nationale immigrée (Inês Espírito Santo). La citoyenneté européenne renforce les anciens clivages de classe et crée de nouvelles frontières sociales et économiques, comme le relève la mise en regard de deux figures féminines : les concierges et les nouvelles émigrées. La permanence sur plusieurs générations des concierges d'origine portugaise dans ce secteur d'emploi doit être reliée à leur assignation au monde du travail domestique qui a également contribué à la construction des

rapports d'ethnicité traversant les générations (Dominique Vidal). Parallèlement, des Portugaises arrivent en France après la crise économique de 2008 et « refont leur vie » suivant un processus d'autonomisation qui les éloignent du groupe d'appartenance (Yasmine Siblot).

Ces phénomènes croisent les pratiques et les mémoires collectives et familiales. La mise en récit des différentes expériences migratoires opérée par les médias (Manuel Antunes da Cunha) contribue à la production d'une « portugalité » (Sónia Ferreira) qui valorise le traversement des frontières, « *atravessa a salto* ». Le « saut » de la frontière luso-espagnole est profondément ancré dans les récits des Portugais et dans la valorisation du voyage comme temps-espace structurant l'émigration (Sónia Ferreira et Filomena Sivano). Cette histoire reste marquée également par le passage à travers les bidonvilles de la région parisienne, notamment celui de Champigny-sur-Marne, représenté comme une étape fondatrice de l'installation portugaise en France (Marie-Christine Volovitch-Tavares). Ces ancrages mémoriels collectifs en France sont mis en scène par une production artistique, notamment cinématographique, soutenue par la création d'une série d'associations et par de nouvelles pratiques culturelles. La fête franco-portugaise qui célèbre Nossa Senhora de Fatimé à l'occasion du pèlerinage de Sainte-Solange dans le Berry (Guillaume Etienne) est un exemple d'affirmation d'une appartenance locale luso-berrichonne.

Les articulations des échelles identitaires interrogent la place des secondes générations qui, comme le rappelle Irène Dos Santos, ont grandi entre le caractère temporaire de la migration transmis par les parents et les liens sociaux transnationaux. Et c'est parmi les jeunes qu'apparaît une identité référée à la « lusophonie » dont les contours et les frontières sont encore en définition. Ce niveau d'attention souligne comment les descendants des émigrés peuvent adhérer à des formes d'identité

nationale (la « portugalité ») tout en créant un nationalisme déterritorialisé situé dans une communauté lusophone qui englobe les migrants issus des anciennes colonies portugaises comme les Cap-Verdiens.

Les différentes contributions de cet ouvrage analysent les migrations portugaises en France à travers une pluralité d'échelles spatio-temporelles, donnent la parole à divers sujets collectifs et restituent les dimensions individuelles, familiales et villageoises. Cette perspective, qui dévoile les stratifications, les superpositions, les s'enchevêtrements, s'écarte d'une lecture évolutionniste des migrations. Elle conduit, d'une part, à regarder l'altérité produite par les migrations non seulement comme une affaire entre société majoritaire et groupes minoritaires mais également entre les différents groupes minoritaires. Le progressif « blanchiment » des Portugais n'est interprétable qu'en tenant compte de la création d'un espace relationnel produisant, à travers un dispositif comparatif, hiérarchisations et racismes. D'autre part, la manière dont la « blanchité » portugaise a été élaborée révèle l'action des logiques coloniales. Comme l'a souligné Albano Cordeiro (à qui l'ouvrage est dédié), la communauté portugaise a été relativement protégée contre le racisme par le « paratonneur maghrébin ». En effet, le processus de racialisation subi par les Portugais utilise un dispositif qui met en relation cette figure de l'immigré invisible et intégré avec les « autres », notamment en provenance des colonies.

L'étude des migrations portugaises en France invite à s'interroger sur comment le processus de racialisation a traversé et traverse encore les migrations en France. Dans ce sens, l'ouvrage permet de voir les prolongements possibles (comparaisons avec d'autres groupes nationaux, notamment les Italiens et les Espagnols ; le rôle du colonialisme portugais sur la longue durée ; la nécessité d'approfondir la recherche dans les milieux ruraux en France) qui permettraient de saisir les

tensions entre processus d'intégration, transnationalismes et affirmations des appartenances dans des contextes post-coloniaux comme celui de la France.

Adelina Miranda

Anthropologue, professeure, Université de Poitiers, CNRS, Migrinter, Poitiers, France ;
adelina.miranda@univ-poitiers.fr

Bakawan, Adel (Dir.)

Marcou, Jean (Dir.)

La question kurde dans tous ses États,
Orients stratégiques, 12. – Paris,
L'Harmattan, 2022 – 172 p.
ISBN : 978-2-343-25704-4

Pour son douzième numéro, la revue *Orients Stratégiques* propose un état des lieux de la question kurde au Moyen-Orient. Sous la codirection d'Adel Bakawan — directeur du CFRI (Centre français de recherche sur l'Irak) et chercheur associé à l'IFRI (Institut français des relations internationales) — et de Jean Marcou — chercheur titulaire de la chaire Méditerranée Moyen-Orient à Sciences Po Grenoble —, neuf auteurs spécialistes du sujet décrivent la diversité et la complexité d'un espace au cœur des enjeux géopolitiques du Moyen-Orient. En multipliant les échelles d'analyse et en présentant une pluralité d'acteurs politiques du mouvement kurde, la revue offre une vision globale d'un Kurdistan divisé spatialement et soumis à des enjeux politiques internationaux. Les auteurs dessinent ainsi deux dynamiques : l'intégration sur la scène politique nationale par la création de partis politiques kurdes d'une part et l'émancipation du pouvoir politique central par l'accès à une forme d'autonomie régionale d'autre part.

Les partis politiques kurdes de Turquie sont au cœur de l'article de Jean Marcou, qui décrit les relations qu'ils entretiennent avec l'AKP¹, le parti politique de Recep

¹ Le Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, en turc).